



Conseil économique et social

Distr. générale
11 novembre 2004
Français
Original: anglais

Commission du développement social

Quarante-troisième session

9-18 février 2005

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives aux programmes

et autres questions : Institut de recherche

des Nations Unies pour le développement social

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement social, à sa quarante-troisième session, le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les activités de l'Institut, portant sur la période 2003-2004.

Résumé

Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2003 et 2004. Il est présenté à la Commission du développement social conformément au mandat défini dans la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/126, en date du 1^{er} août 1963, aux termes de laquelle le Conseil d'administration doit notamment présenter régulièrement à la Commission « un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Institut ».

La période considérée a notamment été marquée par la publication du rapport du quarantième anniversaire de l'Institut intitulé *Recherche pour le changement social*. Ce rapport a été présenté à un public international lors d'une conférence sur l'amélioration de la connaissance du développement social dans les organisations internationales. Au cours de la période considérée, l'élaboration du document intitulé *Policy Report on Gender and Development* (Rapport d'orientation sur la dimension d'égalité entre les sexes dans les activités de développement) s'est accélérée avec la mise en chantier de plus de 60 documents de référence, la rédaction du rapport et la



préparation des documents y afférents. Tous ces documents seront lancés au début de 2005.

Dans le cadre du projet sur la politique sociale dans un contexte de développement, deux nouveaux projets ont été lancés, le premier touchant à la politique et à l'économie politique du VIH/sida et le second aux réactions des communautés face au VIH/sida. Un autre projet sur la privatisation et la commercialisation de l'eau et l'accès universel à l'eau a été lancé. Dans le cadre du programme *Technologie, entreprise et société*, une conférence internationale s'est tenue sur le thème « Responsabilité sociale des entreprises et développement : vers un nouvel ordre du jour? ». Au titre du programme *Société civile et mouvements sociaux*, deux nouveaux projets ont été lancés : *UN world summits and civil society engagement* et *global civil society movements: dynamics in international campaigns and national implementation*. Enfin, l'Institut a organisé, dans le cadre du domaine de recherche *Démocratie, gouvernance et droits de l'homme*, une conférence sur la composition ethnique, les inégalités et la gouvernance du secteur public.

Outre les travaux de recherche et les tâches administratives, le personnel de l'Institut a souvent été sollicité pour donner des avis à des organismes des Nations Unies, des instituts de recherche et des universités, des gouvernements, des organisations multilatérales et bilatérales, des organisations non gouvernementales et des revues scientifiques.

À la faveur de ses travaux, l'Institut entend susciter un débat sur un certain nombre de questions et de problèmes touchant au développement social. Cela signifie qu'il doit communiquer les conclusions de ses travaux aux décideurs, aux responsables des administrations publiques, aux enseignants universitaires, aux étudiants, aux organisations intergouvernementales régionales, aux organisations non gouvernementales, aux journalistes et à la société civile en général. Au cours de la période considérée, les publications de l'Institut, plus nombreuses, ont été diffusées lors de manifestations organisées à travers le monde.

Au cours de cette période, 18 étudiants et scientifiques émérites de 13 pays ont apporté leur concours à l'Institut en tant qu'assistants de recherche.

Les activités de base de l'Institut ont été financées par des contributions volontaires de huit États en 2003 et de sept États en 2004. L'Institut a aussi reçu de la Communauté européenne, d'États, d'organisations internationales et de fondations des contributions liées à des projets particuliers.

**Rapport du Conseil d'administration
de l'Institut de recherche des Nations Unies
pour le développement social sur les activités
de l'Institut au cours de la période 2003-2004**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-4	4
II. Manifestations et activités spéciales	5-16	4
A. Rapport d'orientation sur l'égalité entre les sexes et le développement : 10 ans après Beijing	5-10	4
B. Étude des liens entre les connaissances sociales et la formulation des politiques au niveau international	11-13	5
C. Contribution de l'Institut au Sommet mondial sur la société de l'information	14-16	6
III. Programme de recherche en cours	17-65	6
A. Politique sociale et développement	17-41	6
B. Programme sur la technologie, les entreprises et la société	42-48	10
C. Programme sur la société civile et les mouvements sociaux	49-57	12
D. Programme sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme	58-65	13
IV. Travaux consultatifs	66	15
V. Vulgarisation : publications et diffusion	67-71	15
VI. Programme de stages	72-73	16
VII. Situation financière	74-75	16

I. Introduction

1. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social a été créé en 1963 en vue « de procéder à des recherches sur les problèmes et politiques de développement social et les rapports entre divers types de développement social et de développement économique à des stades différents de l'expansion économique ». Les travaux de l'Institut, mais aussi son optique, ont considérablement évolué. À l'origine, l'Institut s'attachait surtout à mesurer le développement social et à analyser les liens entre développement social et développement économique. Tout au long des années 70 et 80, l'Institut a étoffé sa démarche en s'intéressant à certaines questions comme les inégalités, la discrimination et la participation au développement.

2. Il a par la suite développé ses activités de recherche appliquée et s'est efforcé de faciliter la diffusion des résultats de ses études auprès des décideurs et des organismes de développement. Il a participé activement aux conférences et sommets mondiaux en organisant de nombreuses manifestations destinées à susciter un débat associant les responsables du système des Nations Unies et d'autres intervenants, notamment des bailleurs de fonds, des universitaires et des organisations de la société civile.

3. L'Institut encourage une démarche globale et multidisciplinaire dans la recherche sur le développement social, en s'intéressant à la nature complexe et souvent subtile des mécanismes de prise de décisions, ainsi qu'aux diverses conséquences sociales des processus et politiques de développement, en exécutant les projets prévus dans son programme de recherche, en organisant des manifestations et en s'efforçant activement de se faire entendre grâce à la diffusion des conclusions de ses études dans des publications et sur son site Web.

4. On trouvera ci-après des précisions sur toutes les activités de recherche. Les ouvrages que l'Institut a publiés au cours de la période 2003-2004 à son compte ou en association avec des maisons d'éditions commerciales ou universitaires sont énumérés dans les notes figurant à la fin du rapport.

II. Manifestations et activités spéciales

A. Rapport d'orientation sur l'égalité entre les sexes et le développement : 10 ans après Beijing

5. Parmi les projets les plus importants menés par l'Institut au cours de la période considérée, on citera l'élaboration d'un rapport d'orientation sur l'égalité entre les sexes et le développement (ci-après dénommé « Rapport sur l'égalité entre les sexes »), qui a mis à contribution plus de 70 chercheurs et nécessité l'élaboration de plus de 60 documents de référence. Un groupe consultatif d'éminents chercheurs, créé à cette occasion, s'est réuni plusieurs fois en 2003 et 2004. Le rapport sur l'égalité entre les sexes sera lancé à l'occasion de la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, en mars 2005.

6. Les quatre grands domaines de la réforme institutionnelle et de l'aménagement des politiques recensés par l'Institut et qui seront examinés de près dans le rapport sont les suivants :

- L'évolution de l'économie politique du développement
- Les moyens de subsistance, les droits et la politique sociale
- La gouvernance, la démocratisation et la société civile
- Les conflits armés, la violence et le changement social.

7. En ce qui concerne le premier domaine, le rapport dresse le bilan des connaissances actuelles touchant aux incidences des diverses politiques économiques et de leurs éléments particuliers sur la condition de la femme et en tire des enseignements pour l'élaboration de politiques. Il recense et explique les changements importants apportés à la « politique de développement », en mettant l'accent sur la vision néolibérale qui prédomine aujourd'hui et en évaluant les résultats du point de vue de l'égalité entre les sexes.

8. S'agissant du deuxième domaine, le rapport explique comment et pourquoi la libéralisation a pris racine dans diverses régions et de quelle manière ses différents éléments ont évolué depuis le début des années 80. Il propose une analyse argumentée de la manière dont les politiques de libéralisation influent sur le bien-être et la sécurité des personnes, en produisant des effets différents selon le sexe.

9. Pour ce qui est du troisième domaine, le rapport se penche sur certaines questions complexes liées à la mobilisation politique des femmes, à leur représentation dans les institutions politiques et à l'efficacité des actions qu'elles mènent auprès des responsables à divers niveaux pour que ceux-ci répondent à leurs préoccupations et leur en rendent compte.

10. Enfin, le rapport analyse la question de la violence et de l'insécurité dans le contexte du militarisme et de la guerre, sous l'angle de l'égalité entre les sexes. Il examine dans quelle mesure les femmes peuvent formuler et promouvoir leurs intérêts dans la reconstruction après les conflits, la réforme de la gouvernance et la justice, ainsi que la façon dont les violations des droits des femmes pendant les conflits ont déterminé les militants des droits de la femme à promouvoir le changement.

B. Étude des liens entre les connaissances sociales et la formulation des politiques au niveau international

11. L'utilité des travaux de recherche des organismes des Nations Unies pour la formulation des politiques au niveau international est un thème de discussion récurrent. Cette question très large renvoie à d'autres aspects liés à la pertinence, la qualité, la diffusion et l'impact de la recherche. Pour comprendre comment la recherche retentit sur les politiques, il faut examiner le rôle que jouent, en la matière, la politique, le discours, la subjectivité et l'acquisition des connaissances.

12. L'Institut a organisé une conférence à Genève les 20 et 21 février 2004 pour évaluer la contribution intellectuelle de la recherche menée par l'ONU, ses incidences sur l'élaboration des politiques, les aspects techniques liés à la pertinence et à la coordination de la recherche, ainsi qu'à la diffusion des résultats des études, la nature des liens entre la recherche, les cercles universitaires et les milieux engagés, notamment dans les pays en développement, et l'état de la recherche dans le système des Nations Unies. Plus de 30 intervenants et participants ont discuté de ces questions en s'appuyant sur plusieurs documents de travail élaborés à la

demande de l'Institut. Il est prévu un certain nombre de publications, dont un numéro de *Conference News*, des documents de programme et un recueil.

13. La conférence a contribué aux activités menées dans le cadre de l'initiative de l'Institut relative à l'amélioration de la connaissance sur le développement social au sein des organisations internationales, qui permet à des hauts fonctionnaires de l'ONU de s'entretenir de questions essentielles liées au développement. C'était aussi l'occasion de célébrer le quarantième anniversaire de l'Institut et de présenter le rapport intitulé « La recherche au service du changement social ».

C. Contribution de l'Institut au Sommet mondial sur la société de l'information

14. La première phase du Sommet mondial sur la société de l'information s'est tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003. L'Institut a profité de cette manifestation pour diffuser des informations sur ses travaux concernant les technologies de l'information et le développement social.

15. L'Institut a aussi publié à l'occasion de l'ouverture du Sommet un ouvrage intitulé *Communiquer dans la société de l'information*, qui analyse la distinction entre la vision d'un avenir basé sur l'information, partagée par le plus grand nombre (une « société de la communication », selon les intervenants) et celle où l'information est une marchandise contrôlée dans des marchés organisés sur une base hiérarchique (vision « officielle » de la société de l'information).

16. Lors de la conférence de presse organisée pendant le Sommet pour le lancement du livre, les auteurs de l'ouvrage et plusieurs collaborateurs ont présenté leurs travaux et animé un débat. Les publications de l'Institut ont aussi été présentées, en février 2003, à l'occasion de la tenue du Comité préparatoire de la deuxième phase du Sommet.

III. Programme de recherche en cours

A. Politique sociale et développement

17. L'Institut définit la politique sociale comme l'ensemble des politiques et institutions publiques qui visent à protéger les citoyens des difficultés sociales et de la pauvreté et, en définitive, à leur permettre de réaliser leurs aspirations. Les programmes de recherche menés dans le cadre de ce programme se penchent sur les modalités par lesquelles la politique sociale peut devenir un instrument puissant du progrès démocratique et du développement économique, tout en poursuivant ses objectifs premiers, à savoir la protection et la justice sociales.

18. Le projet sur la mondialisation, les emplois axés sur l'exportation et la politique sociale a été mené à bonne fin. Ses conclusions ont donné lieu, en 2004, à la publication d'un recueil¹. Les travaux en cours sont décrits ci-dessous.

1. La politique sociale dans le contexte du développement

19. À la faveur des projets sur la politique sociale dans le contexte du développement, les chercheurs tentent de définir un schéma de rapports entre l'État

et la société qui favorise le développement, la démocratie et l'intégration sociale. Cet ensemble de projets comprend neuf sous-projets divisés en deux volets de recherche : les projets régionaux et les projets thématiques.

20. Au cours de la période considérée, des ateliers portant sur tous les sous-projets, à l'exception de *Démocratisation et politique sociale* et de *Macroéconomie et politique sociale*, se sont tenus avec la participation de responsables des commissions régionales des Nations Unies et d'universitaires. L'Institut a aussi organisé, à Genève, en décembre 2003, un atelier au cours duquel tous les responsables de ces sous-projets ont fait rapport des travaux de leurs ateliers respectifs, présenté leurs conclusions préliminaires et discuté des moyens d'assurer la cohérence du projet dans son ensemble.

21. L'Institut a conclu un accord avec Palgrave Macmillan pour publier 10 recueils concernant les sous-projets. Les deux premiers devraient paraître à la fin de 2004².

Recherche comparative à l'échelon régional

22. L'atelier concernant le sous-projet de l'Asie de l'Est s'est tenu les 30 juin et 1^{er} juillet 2003 à Bangkok. Les participants ont examiné le concept d'un État-providence qui favorise le développement et tenté de déterminer si les réformes apportées à la protection sociale dans cette région à la suite de la crise économique de 1997-1998 avaient modifié la nature de l'État-providence. Les résultats préliminaires de l'étude montrent qu'en réaction à la crise économique, les pays de la région ont mené des réformes différentes tout en essayant de préserver le caractère d'un État-providence facteur de développement.

23. L'atelier concernant le sous-projet de l'Amérique latine a eu lieu du 13 au 15 octobre 2003 à Santiago. Ce sous-projet est basé sur une approche historique de la politique sociale. Les chercheurs ont conclu que les défis qui se posaient dans ce domaine différaient suivant les pays et que l'Amérique latine traversait une étape critique après plusieurs dizaines d'années de déclin de la protection sociale. Les participants ont estimé qu'en Amérique latine l'État participait dans une large mesure à la transformation sociale lorsqu'il prenait une part active au développement économique et qu'il fallait dynamiser son rôle en accordant une plus grande place à la protection sociale.

24. L'atelier concernant le projet de l'Afrique subsaharienne s'est tenu les 27 et 28 février 2003 à Grahamstown (Afrique du Sud). Le sous-projet est centré sur l'eau, l'assainissement, la santé et l'éducation. Les chercheurs se sont efforcés de définir un schéma de rapports entre l'État et la société qui favorisent le développement, la démocratie et l'intégration sociale et ont examiné la manière dont les programmes d'ajustement structurel pèsent sur les conditions d'existence des populations.

25. L'atelier concernant le sous-projet du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'est tenu les 19 et 20 juin 2003 à Londres. Ce sous-projet réalise la toute première analyse basée sur l'histoire et l'économie politique des pays concernés. Il en ressort que la politique sociale dans la région a été largement influencée par la place du pétrole dans l'économie, mais aussi par des facteurs politiques et culturels.

26. L'atelier concernant le sous-projet des pays nordiques a eu lieu les 4 et 5 avril 2003 à Stockholm. Le sous-projet comporte plusieurs études transnationales car les pays nordiques présentent de nombreuses caractéristiques communes en ce qui

concerne la politique sociale et la répartition du revenu. Le sous-projet s'est aussi penché sur la protection sociale, la pauvreté, l'éducation, la santé et la fiscalité.

Recherche comparative thématique

27. L'atelier concernant le sous-projet sur l'égalité entre les sexes et la politique sociale s'est tenu du 1^{er} au 3 octobre 2003 à Genève. Le sous-projet analyse le rapport entre l'identité sexuelle et la politique sociale sous deux volets complémentaires. D'abord, il tente d'établir comment les dispositifs actuels de protection sociale déterminent et prennent en compte les intérêts et l'identité des femmes, qui sont notamment perçues comme des « mères », et comment la présence de ces dispositifs favorise les revendications des mouvements féminins touchant à la protection, à l'indépendance et à l'égalité. L'accent est mis sur les prestations sociales, notamment la protection des enfants, les congés de maternité, les allocations familiales et les allocations pour enfant à charge, la santé et les droits en matière de procréation et les programmes de lutte contre la pauvreté visant particulièrement les femmes. Ensuite, le sous-projet rend compte de la manière dont les politiques économiques et sociales peuvent méconnaître la situation d'une frange importante de femmes : les femmes pauvres qui travaillent dans le secteur non structuré assurent des prestations non rémunérées aux personnes dont elles ont la charge et comptent sur les secteurs publics de la santé et de l'éducation.

28. L'atelier concernant le sous-projet sur la commercialisation des soins de santé s'est tenu du 3 au 5 mars 2003 à Genève. L'approche centrée sur le système de santé a servi d'instrument méthodologique. Les documents de pays analysent les facteurs essentiels de la commercialisation des soins de santé, ses caractéristiques et ses incidences sur l'action des pouvoirs publics dans des contextes divers. Le sous-projet vise à faire évoluer l'optique rationnelle du débat international sur les politiques de santé vers un cadre d'analyse et d'évaluation susceptible de promouvoir une politique d'accès universel à des soins de santé décents dans des contextes de commercialisation. Lors d'une conférence internationale sur *la commercialisation des soins de santé : dynamiques mondiale et locales et réponses politiques*, qui s'est tenue du 15 au 17 mars 2004 à Helsinki (Finlande), les conclusions des études ont été présentées à des responsables d'institutions nationales et internationales.

29. Le sous-projet *Politique macroéconomique et politique sociale* analyse les moyens de contrôle des mouvements de capitaux qui visent à atténuer les risques que présentent ces derniers pour les pays en développement. Il se penche sur les politiques de stabilisation optimales susceptibles de protéger les pauvres en cas de choc économique et couvre des questions telles que la préservation du capital humain en période de stabilisation et le degré de souplesse budgétaire nécessaire pour assurer le bien-être des pauvres.

30. Le sous-projet sur *la démocratisation et la politique sociale* tente de cerner les moyens d'établir des synergies entre la démocratisation et la politique sociale, ainsi que l'influence de la politique sociale sur le système politique et la démocratie à travers la cohésion sociale. Les chercheurs étudient les questions suivantes : la conceptualisation de la demande en matière de politique sociale au cours de la transition démocratique; la perception des liens entre droits civiques, participation politique et droits sociaux chez les citoyens et les responsables; et la nature du rôle

des politiques sociales dans les systèmes démocratiques. L'étude est centrée sur les démocraties établies ou relativement stables.

31. Dans le cadre du projet sur *la politique sociale dans le contexte du développement*, l'Institut a fait établir des documents de travail consacrés à une analyse des questions théoriques et conceptuelles touchant aux neuf sous-projets.

2. VIH/sida et développement

32. S'appuyant sur les travaux qu'il avait menés entre 1999 et 2002, l'Institut a lancé, en 2003, deux nouveaux projets intitulés : Politique et économie politique du VIH/sida et Réactions des communautés face au VIH/sida. Ces projets analysent les facteurs sociaux, économiques et politiques qui favorisent ou atténuent la propagation de la maladie dans des contextes particuliers et encouragent les études et la concertation sur le VIH/sida en tant que problème de développement.

La politique et l'économie politique du VIH/sida

33. Les structures de l'économie politique nationale et internationale sont au nombre des principaux facteurs sociaux, économiques et politiques qui provoquent et déterminent les réponses à la pandémie du VIH/sida. Les responsables et les divers acteurs évaluent les avantages et les inconvénients que représente, pour eux, le fait de se prononcer sur les questions relatives au VIH/sida ou d'engager des actions dans ce domaine. Si ces considérations et ces décisions politiques restent largement occultées dans les analyses concernant la pandémie, nombre d'entre elles ont une influence à long terme en matière de lutte contre le VIH/sida.

34. Pour faire ressortir les dimensions politiques et économiques de la pandémie, le projet analyse certaines dynamiques qui déterminent les réponses au VIH/sida dans certains pays ou certaines sociétés. Des études ont été menées en 2003-2004 au Brésil, en Inde, au Mozambique, en Namibie, en Ouganda et au Zimbabwe.

35. À l'occasion d'un atelier organisé à Genève, les chercheurs ont soumis, pour avis et discussion, des thèmes de recherche et une méthodologie. Les versions finales des rapports ont été présentées en 2004.

Réactions des communautés face au VIH/sida

36. Ce projet répond à la nécessité de combler le manque de données concrètes et systématisées relatives à l'attitude des personnes, des ménages, des familles et des groupes sociaux face à la pandémie du VIH/sida. La persistance et l'incidence accrue de la maladie au sein des groupes les moins favorisés et les plus marginalisés sur le plan économique montrent combien il importe d'examiner d'un oeil critique les politiques et les pratiques passées, qui ont laissé en l'état ou aggravé les facteurs de risques. Le projet s'intéresse surtout aux méthodes employées par divers groupes sociaux pour agir sur des milieux porteurs de risques d'infection au VIH/sida, ainsi qu'à l'organisation de l'aide sociale destinée aux ménages et aux familles touchés par les effets de la maladie.

37. Le projet vise à recenser les synergies favorables ou défavorables que produisent les interventions des communautés et celles de l'État face au VIH/sida. À cette fin, il analyse les incidences de ces synergies sur les milieux à risques, leurs effets sur les perspectives économiques ouvertes aux ménages et sur la pauvreté et l'intégration sociale et leur contribution à la cohésion sociale et au développement

au niveau des ménages et des communautés et au niveau national. Le projet s'appuie sur l'analyse d'un certain nombre de rapports et d'études de cas.

38. Les chercheurs se sont réunis lors d'un atelier qui a eu lieu les 2 et 3 août 2004 à Genève pour réexaminer et affiner le cadre analytique, la méthodologie et les thèmes de recherche. Le projet s'intéresse à différents aspects de l'attitude des communautés au Brésil, en Inde, au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe. Les propositions de recherche des cinq pays ont été finalisées en septembre 2004.

3. Commercialisation et privatisation de l'eau et accès universel à l'eau

39. La commercialisation et la privatisation des services d'approvisionnement en eau sont sujettes à polémique. Elles se heurtent à l'opposition de nombreux groupes sociaux qui considèrent que l'eau ne doit pas être considérée comme un bien marchand, mais plutôt comme faisant partie intégrante des droits de l'homme. Après environ 10 ans de participation du secteur privé à la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau, les résultats sont décevants et la viabilité d'un modèle basé sur la commercialisation des services et la privatisation ne laisse pas de susciter des doutes.

40. Ce projet analyse plusieurs expériences concernant les services d'approvisionnement en eau, en s'intéressant notamment à la participation du secteur privé. Il vise deux objectifs principaux. Le premier consiste à préciser la nature du compromis équité-efficacité qui semble caractériser les services d'approvisionnement en eau dans les pays en développement. Le deuxième objectif consiste à recenser les problèmes institutionnels qui entravent l'accès universel à l'eau; il fait référence à l'idée selon laquelle l'accès à l'eau est toujours le reflet de rapports de force. Pour bien cerner le problème de l'accès des diverses catégories de la population à l'eau, il faut donc situer la question dans le contexte général des flux économiques et du pouvoir social et politique qui s'y rattache.

41. Des études concernant l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Finlande, l'Inde, les Philippines et le Sénégal ont été commandées. Des chercheurs se sont réunis en atelier à Genève, les 28 et 29 juin 2004, pour présenter et discuter leurs projets de recherche. Ces études devraient être achevées à la fin de 2004.

B. Programme sur la technologie, les entreprises et la société

42. Ce programme examine les incidences des progrès techniques rapides, de l'investissement étranger direct et des systèmes de gestion des entreprises sur le développement humain durable. Il analyse aussi les moyens d'encourager une utilisation du savoir, de la technologie et des ressources du secteur privé qui tiennent compte des intérêts de la collectivité. Au cours de la période considérée, la recherche a porté sur les questions suivantes : la responsabilité des entreprises concernant le développement durable; et les technologies de l'information et le développement social.

1. La responsabilité des entreprises concernant le développement durable

43. Cette étude vise à promouvoir la recherche et la concertation en ce qui concerne la responsabilité sociale des entreprises. Elle s'intéresse au degré d'amélioration des normes de travail et des systèmes de gestion de l'environnement

au niveau du renforcement de la responsabilité des divers acteurs, et au type de politiques, de pressions et de partenariats qui peuvent contribuer à changer les pratiques des entreprises dans le sens d'une plus grande responsabilité sociale. Une large place a été accordée aux potentialités et aux limites des « initiatives volontaires » mises en œuvre par les sociétés transnationales, les organisations non gouvernementales et les organismes internationaux en vue d'améliorer les normes de travail et de réduire au minimum les pratiques irrégulières des entreprises.

44. L'Institut a organisé, les 17 et 18 novembre 2003, une conférence intitulée « Responsabilité sociale des entreprises et développement : vers un nouvel ordre du jour? ». Cette manifestation a réuni 200 participants, dont des chercheurs et des experts représentant de nombreux pays et institutions. Plus de 20 conférenciers ont présenté des exposés sur les thèmes suivants : les effets et les incidences de la responsabilité sociale des entreprises sur le développement; les potentialités et les limites du partenariat entre les secteurs public et privé; les systèmes non gouvernementaux de réglementation des sociétés transnationales; la teneur et la portée de propositions, revendications et campagnes récentes appelant à une plus grande responsabilité des entreprises; et le rôle que devrait jouer l'Organisation des Nations Unies en matière de réglementation internationale des sociétés transnationales.

45. Les exposés présentés par des fonctionnaires des Nations Unies et par d'autres participants ont mis en relief le rôle multiforme que joue l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la réglementation des sociétés transnationales. Les participants ont proposé de réviser la réglementation, notamment en ce qui concerne l'application effective des normes et instruments existants, le renforcement du rôle des organismes des Nations Unies en matière de suivi et d'enquête et la mise en place d'un système mondial de réglementation. Les activités menées en marge de la conférence ont surtout concerné la finalisation des rapports de pays. D'autre part, plusieurs publications ont vu le jour³.

46. Enfin, une étude consacrée à la responsabilité des entreprises dans l'industrie minière au Chili a permis d'analyser la responsabilité sociale des entreprises et le problème du « deux poids, deux mesures ». Les sociétés transnationales participent davantage à des initiatives ayant trait à leur responsabilité sociale, mais dans l'ensemble, leurs discours et leurs actions passent largement sous silence des problèmes tels que l'évasion fiscale et la pratique des prix de cession interne. L'étude a retenu l'attention des législateurs, des responsables de l'administration et des médias du Chili.

2. Technologies de l'information et développement social

47. Outre les activités liées à l'organisation du Sommet mondial sur la société de l'information (voir par. 14 à 16 plus haut) et la rédaction du document intitulé « Social Development and the "Information Revolution" » (synthèse n° 2 sur la recherche et les politiques) décrivant la portée de la recherche menée au Sénégal, le projet a surtout été consacré, durant la période considérée à l'examen des activités que l'Institut pourrait mener dans le domaine des technologies de l'information et du développement social.

48. Lors d'un atelier intitulé « Understanding "information developments": Mapping a future research agenda », qui s'est tenu à Genève en septembre 2003, les participants ont remis en cause la notion d'une « société de l'information »

mondiale et unique, déplorant qu'une telle société soit décrite sans aucune analyse sociale et politique, et qu'elle soit présentée comme inéluctable et bénéfique pour tous, sans aucune référence historique (les instruments relatifs aux droits de l'homme et les changements économiques et sociaux passés ne sont pas évoqués). L'Institut envisage de traiter certains de ces aspects dans ses futurs travaux.

C. Programme sur la société civile et les mouvements sociaux

49. Ce programme devrait permettre de mieux appréhender le rôle que joue la société civile aux niveaux mondial, national et local et son mode de fonctionnement dans divers contextes politiques.

50. Le projet sur les stratégies relatives à la société civile et les mouvements en faveur de la redistribution du patrimoine rural et de l'amélioration des niveaux de vie est arrivé à son terme; le document qui en est issu⁴ sera coédité et quatre des études que l'Institut a fait établir ont été publiées en tant que documents de programme⁵. Le projet intitulé « Évolution des structures agricoles et société civile dans les pays en transition : le cas de l'Asie centrale » est également achevé, et quatre rapports ont été publiés en tant que documents de programme⁶. Un ouvrage traitant de l'éducation et des mouvements sociaux a par ailleurs été rédigé⁷.

51. Deux projets ont été lancés : « United Nations world summits and civil society engagement » (Sommet mondiaux des Nations Unies et participation de la société civile) (mai 2003), et « Global civil society movements: Dynamics in international campaigns and national implementation » (Mouvements de la société civile mondiale : moteur de l'action internationale et de l'exécution nationale) (décembre 2003).

1. Sommet mondiaux des Nations Unies et participation de la société civile

52. Rassembler et analyser les données relatives aux retombées des sommets mondiaux des Nations Unies sur la société civile représentent une entreprise complexe. La documentation existante, qui est surtout axée sur le rôle que jouent les organisations de la société civile dans certains sommets, ne rend pas compte des effets qu'exercent sur la société civile en général les processus qui précèdent, accompagnent ou suivent les sommets. Le terme de « société civile » évoque habituellement des organisations et non des mécanismes ou une sphère sociale au sein desquels des individus ou des groupes s'organisent pour défendre leurs vues et leurs intérêts.

53. En 2003 et 2004, un document récapitulant les principaux aspects conceptuels et méthodologiques de l'action de la société civile associée aux sommets des Nations Unies a été élaboré. Au cours d'un séminaire méthodologique tenu à Rio de Janeiro les 4 et 5 septembre 2003, des équipes de chercheurs, venues d'Afrique du Sud, du Brésil, du Chili, de Chine, d'Indonésie et du Sénégal, ont exposé les grandes lignes de leurs travaux et discuté des principes théoriques qui sous-tendent le projet, de la définition des concepts et de l'articulation des niveaux d'investigation national et international. Les participants ont recensé des méthodes quantitatives et qualitatives (enquêtes, entretiens, études de cas et emploi de documents primaires et secondaires). Les études nationales ont été complétées par des études et des enquêtes thématiques, l'objectif consistant à définir, dans le cadre de certains sommets, des schémas mondiaux de coopération. Les chercheurs se

penchent aussi sur les aspects organisationnels des manifestations officielles et parallèles.

2. Mouvements de la société civile mondiale : moteur de l'action internationale et de l'exécution nationale

54. Ce projet consiste à évaluer cinq mouvements de la société civile contemporaine qui luttent respectivement pour l'allégement de la dette, la modification des règles commerciales internationales et la levée des barrières commerciales, la création d'un impôt mondial, le commerce équitable et l'élimination de la corruption. Certains de ces mouvements semblent prometteurs, quoiqu'on n'ait guère examiné le fond et la portée de leurs propositions, ni les résultats qu'ils ont obtenus. Le projet analyse les succès et les échecs de ces mouvements mondiaux et explique pourquoi des trajectoires différentes mènent à des résultats différents. Il s'agit également de chercher à comprendre ce que les propositions de ces mouvements apportent au développement et le niveau de consensus ou de résistance qu'elles provoquent chez les décideurs.

55. Le projet est axé sur deux aspects des mouvements de la société civile mondiale. Il analyse d'abord leur structure, leurs valeurs institutionnelles et leur mode de fonctionnement, en indiquant comment ces éléments ont favorisé ou entravé la formation de mouvements transnationaux de citoyens et d'organisations de la société civile. Il examine ensuite les résultats auxquels les mouvements de la société civile mondiale parviennent aux niveaux national et local.

56. Un document récapitulant les principales questions conceptuelles et méthodologiques que soulèvent les divers mouvements de la société civile mondiale contemporaine a été élaboré. Des études de pays approfondies ont été effectuées en Argentine, en Bolivie, aux Philippines, au Sénégal et en Turquie afin d'évaluer d'un œil critique la capacité d'action des cinq mouvements de la société civile aux niveaux national et local.

57. Pour se faire une idée précise de la manière dont les mouvements appliquent certaines propositions de rechange, ainsi que des résultats qu'ils obtiennent, il convient d'examiner leur action au niveau international. C'est pourquoi, l'Institut a entrepris d'analyser les documents et données d'information affichés sur les sites Internet de certains mouvements et de mener, par ailleurs, des entretiens avec des acteurs importants au sein de ces organisations. Il a également fait réaliser des études sur les mécanismes et les facteurs qui peuvent permettre aux mouvements de la société civile de se faire entendre dans les débats internationaux et de mettre en œuvre des plans d'action concrets, mais qui ne sont peut-être pas suffisamment analysés dans les études nationales et internationales.

D. Programme sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme

58. Ce programme est axé sur les réformes institutionnelles, qui revêtent un caractère primordial pour les États et les organismes multilatéraux soucieux de promouvoir le développement. Les travaux de recherche entrepris dans ce domaine peuvent aider les décideurs et le grand public à mieux comprendre les entraves institutionnelles au développement, les contradictions entre certaines politiques et les retombées sociales des réformes institutionnelles.

59. La recherche consacrée au thème « Politiques de technocrates et démocratisation » s'est achevée en 2002. Les documents de programme sur l'Argentine et le Chili ont été publiés au cours de la période à l'examen⁸, tandis que ceux concernant la République tchèque et la Hongrie ont été établis sous leur forme définitive. Un dossier d'information sur la recherche et les politiques intitulé « Technocratic Policy making and Democratic Accountability » a également été publié. Trois documents élaborés au titre de l'ancien projet sur le partenariat entre les mouvements bénévoles et les administrations locales pour l'amélioration du milieu urbain ont été publiés en tant que documents de programme⁹, puis édités¹⁰.

60. En 2003 et 2004, un projet intitulé « Composition ethnique, inégalités et gestion du secteur public » a été exécuté au titre de ce programme.

Composition ethnique, inégalités et gestion du secteur public

61. Ce projet étudie les incidences complexes des clivages ethniques et des inégalités sur les institutions publiques. Il est axé sur les problèmes de représentation et de cohésion auxquels se heurtent les sociétés multiethniques dans la mise en place et la gestion des organismes publics.

62. L'étude a été réalisée dans 16 pays : Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Ghana, Espagne, Fidji, Inde, Kenya, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République-Unie de Tanzanie, Suisse et Trinité-et-Tobago. Les données sur les clivages ethniques et les inégalités concernent quatre institutions publiques : l'administration, le conseil de cabinet, le parlement et les partis politiques. Les chercheurs se sont employés à déterminer si la répartition des postes respectait un certain équilibre ethnique, la façon dont cette répartition est perçue et les règles qui la gouvernent, ainsi que l'importance donnée aux préférences des électeurs dans la mise en place des institutions. Ils ont également examiné la capacité des institutions à gérer la diversité et les inégalités.

63. Selon ces études, la polarisation n'est pas le seul fait des sociétés dominées par deux ou trois ethnies. Elle touche également les sociétés multiethniques fragmentées par de fortes inégalités sociales ou des clivages autres que ceux fondés sur l'appartenance ethnique (raciaux, religieux ou géographiques). On observe une plus grande coopération entre les ethnies lorsque les groupes sont fragmentés que lorsqu'ils expriment des préférences homogènes, et ce quelle que soit la composition ethnique. Toutefois, l'esprit de coopération qui prime sur les clivages sociaux s'observe davantage dans les sociétés composées d'une ou de plusieurs ethnies. En revanche, dans les sociétés dominées par deux ou trois ethnies, il apparaît souvent nécessaire de mettre en place des institutions attentives à la question de l'ethnicité de façon à encourager la coopération et à éviter les conflits. Enfin, les études ont montré que dans toutes les sociétés multiethniques, il importait d'adopter des politiques redistributives ou attentives à la question de l'ethnicité, indépendamment de la composition ethnique.

64. En coopération avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Lettonie et le Ministère letton de l'intégration, l'Institut a organisé, à Riga, du 25 au 27 mars 2004, une conférence internationale consacrée à l'examen des résultats de la recherche et de leurs implications pour l'action des pouvoirs publics. L'Organisation des Nations Unies, et nombre de ses institutions spécialisées ainsi que l'Union africaine, l'Open Society Institute, le Haut Commissariat pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la

coopération en Europe et le Centre européen pour les questions des minorités y ont envoyé des représentants. Au nombre des participants se trouvaient d'autres responsables et des chercheurs.

65. Une série de 11 ouvrages portant sur les travaux de recherche seront publiés par l'éditeur Palgrave Macmillan à partir de 2005.

IV. Travaux consultatifs

66. Le personnel de l'Institut est souvent consulté par des organismes des Nations Unies, des organisations multilatérales et bilatérales, des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des revues scientifiques, des instituts de recherche et des universités. Tout en apportant ainsi la contribution de l'Institut à la réflexion et à l'action d'autres institutions et groupes, il tire parti de ces échanges, établit des liens de coopération, découvre des chercheurs potentiels et recherche des sources de financement. En 2003 et 2004, le personnel de l'Institut a assuré une centaine de missions de conseils.

V. Vulgarisation : publications et diffusion

67. C'est dans le cadre de ses activités de vulgarisation que l'Institut diffuse les résultats de ses travaux de recherche auprès du public suivant : les chercheurs, les décideurs aux niveaux international, régional, national et local; la société civile et le secteur non gouvernemental; et la presse, spécialisée ou non. L'Institut propose, à un public sans cesse croissant, des produits qui lui sont à la fois adaptés et accessibles. Il s'agit, pour l'essentiel, de publications internes, de documents publiés en coopération avec des éditeurs de renommée internationale et du site Web de l'Institut.

68. La présente période biennale a été marquée par la publication de *Recherches pour le changement social*, le rapport du quarantième anniversaire de l'Institut, qui est axé sur six grands thèmes :

- Politique sociale et bien-être
- Cohésion sociale et conflits
- Développement durable
- Démocratisation, société civile et gouvernance
- Genre et développement
- Marchés, entreprises et réglementation.

Le rapport rend compte des éléments de continuité et de changement du programme de recherche de l'Institut, décrit quelques-unes des modalités, de la coopération que l'Institut entretient avec les organismes des Nations Unies et les bailleurs de fonds, et donne un aperçu de l'orientation de la recherche future. Il examine également dans le cadre analytique qui a permis à l'Institut d'assurer, depuis 1963, la continuité de ses travaux et ainsi, de mettre en évidence les répercussions des processus et politiques de développement chez différents groupes sociaux, en même temps qu'il soulignait, à l'intention des décideurs, la nécessité d'assurer la

participation de la population et de mettre en place des institutions chargées de la réglementation et de la redistribution.

69. En 2004, l'Institut a lancé une nouvelle série de dossiers d'information intitulée « Synthèses sur la recherche et les politiques », en vue d'enrichir le débat sur le développement. Ces dossiers replacent la recherche de l'Institut dans le cadre général du développement social, font la synthèse des résultats de ses travaux et attirent l'attention sur les problèmes à prendre en compte dans le processus décisionnel. Les informations qui y sont présentées de façon succincte, peuvent être d'une grande utilité, notamment pour les décideurs, les chercheurs, les militants, et les journalistes. Ces dossiers ont reçu un bon accueil, selon les premiers résultats d'une enquête réalisée auprès des lecteurs.

70. Les statistiques relatives à la fréquentation du site Web de l'Institut sont encourageantes. Elles révèlent qu'en moyenne, 3 000 documents en texte intégral sont téléchargés directement du site tous les mois et que plus de 4 000 usagers du site sont abonnés au bulletin d'information électronique.

71. En 2003 et 2004, l'Institut a publié 3 synthèses, 40 documents de programme, 5 numéros de *Conference News*, 1 numéro du *Bulletin* et 13 ouvrages, dont 11 en collaboration avec des éditeurs externes¹¹. L'Institut a signé des accords avec Palgrave MacMillan pour la publication de deux séries, l'une consacrée à la politique sociale dans le contexte du développement (10 volumes) et l'autre au thème « ethnicité, inégalités et gestion du secteur public » (11 volumes).

VI. Programme de stages

72. Tous les ans, l'Institut offre à un petit nombre d'étudiants diplômés, à travers le monde, la possibilité d'acquérir de l'expérience au sein d'une structure internationale de recherche. Les candidats qui sont choisis en fonction de leur formation universitaire et de leur domaine d'études, travaillent sous la direction d'un coordonnateur de recherche pendant une période d'au moins deux mois. Ils effectuent des travaux dans les domaines d'activité de l'Institut et aident à élaborer des documents de référence et des rapports; ils suivent, dans le monde, les processus qui ont un rapport avec le programme de l'Institut; enfin, ils aident à l'organisation de manifestations, de missions et d'autres activités de projets.

73. En 2003 et 2004, 18 jeunes chercheurs venus d'Allemagne, d'Argentine, de Belgique, du Canada, de Chine, de Djibouti, d'Espagne, de Grèce, d'Italie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Singapour, de Suède et de Suisse ont travaillé à l'Institut.

VII. Situation financière

74. En 2003 et 2004, l'Institut a reçu respectivement 2 730 221 dollars et 2 419 967 dollars de contributions destinés au financement de ses activités de base. En 2003, ces ressources ont augmenté de 296 574 dollars par rapport à 2002; en 2004, l'enveloppe a diminué de 310 354 dollars par rapport à 2003. Huit pays ont contribué aux ressources de base en 2003 et sept en 2004. L'Institut a également reçu des contributions de la Communauté européenne, de gouvernements, d'institutions internationales et de fondations pour financer divers projets. Les

contributions versées au titre des projets sont passées de 1 146 000 dollars en 2002 à 2 601 000 dollars en 2003, alors que les contributions annoncées pour 2004 sont d'un montant de 1 405 000 dollars. Les principaux contributeurs de fonds destinés aux activités de base et aux projets sont la Suède et le Royaume-Uni, qui ont annoncé le versement simultané de trois années de contributions aux ressources de base. Des contributions annuelles aux ressources de base ont été reçues du Danemark, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège et de la Suisse. Les Pays-Bas n'ont versé aucune contribution au titre des ressources de base en 2004. Au cours de la période à l'examen, la Finlande et la Suisse ont également versé des contributions au titre des projets, d'autres ressources importantes destinées aux projets ayant été versées par la Communauté européenne, le Centre de recherches pour le développement international (Canada) et la Fondation Ford (États-Unis d'Amérique).

75. Les données récapitulées dans le tableau ci-après indiquent qu'en 2004, les ressources de l'Institut s'élèvent au total à 3 825 130 dollars, soit une diminution de 28,3 % par rapport à 2003 et une augmentation de 6,9 % par rapport à 2002.

Ressources de l'Institut en 2002, 2003 et 2004

(En dollars des États-Unis)

	2002	2003	2004
Activités de base	2 433 647	2 730 221	2 419 967
Projets	1 145 946	2 601 414	1 405 163
Total	3 579 593	5 331 635	3 825 130

Notes

- ¹ *Globalization, Export-Oriented Employment and Social Policy: Gendered Connections*, Shahra Razavi, Ruth Pearson et Caroline Danloy (eds.).
- ² *Social Policy in a Development Context*, Thandika Mkandawire (éd.) et *Transforming the Developmental Welfare State in East Asia*, Huck-ju Kwon (éd.).
- ³ Un livre, *Development at Risk: Rethinking UN-Business Partnerships*, Ann Zammit; deux documents de programme sur la technologie, les entreprises et la société, n^{os} 12 et 13 (voir note 11); un numéro de *Conference News: Corporate Social Responsibility and Development: Towards a New Agenda?* et une synthèse (recherche et politiques) : *Corporate Social Responsibility and Business Regulation*.
- ⁴ *Civil Society and the Market Question*, K.B. Ghimire, éd, UNRISD, 2004.
- ⁵ Documents établis dans le cadre du Programme sur la politique sociale et le développement n^{os} 7, 8, 9 et 10 (voir note 11).
- ⁶ Documents établis dans le cadre du Programme sur la politique sociale et le développement n^{os} 11, 12, 13 et 14 (voir note 11).
- ⁷ *Knowledge, Identity and Power: Education as an Agenda of Social Action*, Ashok Swain, éd.
- ⁸ Documents établis dans le cadre du Programme sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme n^{os} 11 et 13 (voir note 11).
- ⁹ Documents établis dans le cadre du Programme sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme n^{os} 14, 15 et 16 (voir note 11).

¹⁰ *From Unsustainable to Inclusive Cities*, David Westendorff, éd., UNRISD, 2004.

¹¹ **Synthèses (recherche et politiques)** : n° 1, Corporate Social Responsibility and Business Regulation; n° 2, Social Development and the « Information Revolution »; n° 3, Technocratic Policy Making and Democratic Accountability.

Documents établis dans le cadre du Programme sur la société civile et les mouvements

sociaux : n° 6, *The Agrarian Question, Access to Land, and Peasant Responses in Sub-Saharan Africa*, par Archie Mafeje; n° 7, *Understanding the Evolving Diversities and Originalities in Rural Social Movements in the Age of Globalization*, par Neil Webster; n° 8, *Peasant Associations in Theory and Practice*, par Nora McKeon, Michael Watts et Wendy Wolford; n° 9, *Civil Society and the Uncivil State: Land Tenure Reform in Egypt and the Crisis of Rural Livelihoods*, par Ray Bush; n° 10, *Civil Society and Social Movements: The Dynamics of Intersectorial Alliances and Urban-Rural Linkages in Latin America*, par Henry Veltmeyer; n° 11, *Post-Soviet Institutional Design and Rural Livelihoods in Uzbekistan*, par Deniz Kandiyoti; n° 12, *Agrarian Research Institutes and Civil Society in Kazakhstan and the Kyrgyz Republic: In Search of Linkage*, par Malcolm D. Childress; n° 13, *Agricultural Restructuring and Trends in Rural Inequalities in Central Asia: A Socio-Statistical Survey*, par Max Spoor; n° 14, *Islamisme et pauvreté dans le monde rural de l'Asie centrale postsoviétique : Vers un espace de solidarité islamique?*, par Habiba Fathi.

Documents établis dans le cadre du Programme sur la démocratie, la gouvernance et les

droits de l'homme : n° 10, *Gender Justice, Development and Rights*, par Maxine Molyneux et Shahra Razavi; n° 11, *Economic Policy Making and Parliamentary Accountability in Chile*, par Verónica Montecinos; n° 12, *Lecciones de la participación política de las mujeres*, par Cecilia Blondet; n° 13, *Technocratic Policy Making and Parliamentary Accountability in Argentina, 1983-2002*, par Javier Corrales; n° 14, *Communities and Local Government: Three Case Studies in São Paulo, Brazil*, par Raquel Rolnik et Renato Cymbalista; n° 15, *Chicago's Near South Side: Revisiting the South Loop and South Armour Square, 2001*, par David C. Ranney et Patricia A. Wright; n° 16, *Living for the Sake of Living: Partnerships between the Poor and Local Government in Johannesburg*, par David Everatt, Graeme Gotz et Ross Jennings.

Documents établis dans le cadre du Programme sur les identités, les conflits et la cohésion :

n° 1, *The Historical Construction of Race and Citizenship in the United States*, par George M. Fredrickson; n° 2, *Migrant Workers and Xenophobia in the Middle East*, par Ray Jureidini; n° 3, *Poverty and Prosperity: Prospects for Reducing Racial/Ethnic Economic Disparities in the United States*, par Sheldon Danziger, Deborah Reed et Tony N. Brown; n° 4, *Policing and Human Rights: Eliminating Discrimination, Xenophobia, Intolerance and the Abuse of Power from Police Work*, par Benjamin Bowling, Coretta Phillips, Alexandra Campbell et Maria Docking; n° 5, *Racial Justice: The Superficial Morality of Colour-Blindness in the United States*, par Glenn C. Loury; n° 6, *Managing Ethnic Relations in Post-Crisis Malaysia and Indonesia: Lessons from the New Economic Policy?*, par Khoo Boo Teik; n° 7, *The New Economic Policy and Interethnic Relations in Malaysia*, par Jomo K. S.; n° 8, *Environment and Morality: Confronting Environmental Racism in the United States*, par Robert D. Bullard; n° 9, *Exclusionary Populism in Western Europe in the 1990s and Beyond: A Threat to Democracy and Civil Rights?*, par Hans-Georg Betz; n° 10, *The Politics of Land Distribution and Race Relations in Southern Africa*, par Sam Moyo.

Documents établis dans le cadre du Programme sur les politiques sociales et le

développement social : n° 14, *Agrarian Change, Gender and Land Rights: A Brazilian Case Study*, par Julia S. Guivant; n° 15, *Global Capitalism, Deflation and Agrarian Crisis in Developing Countries*, par Utsa Patnaik; n° 16, *Late Industrializers and the Development of the Welfare State*, par Chris Pierson; n° 17, *The Developmental Welfare State in Scandinavia: Lessons for the Developing World*, par Stein Kuhnle et Sven E. O. Hort.

Documents établis dans le cadre du Programme sur la technologie, les entreprises et la

société : n° 7, *Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication*, par Serigne Mansour Tall; n° 8, *Enjeux et rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les mutations urbaines : Le cas de Touba (Sénégal)*, par Cheikh Guèye; n° 9, *The Riddle of Distance Education: Promise, Problems and Applications for Development*, par Judith Adler Hellman; n° 10, *Technology and Transformation: Facilitating Knowledge Networks in Eastern Europe*, par Jonathan Bach et David Stark; n° 11, *The Political*

Economy of International Communications: Foundation for the Emerging Global Debate about Media Ownership and Regulation, par Robert W. McChesney et Dan Schiller; n° 12, *Waking Up to Risk: Corporate Responses to HIV/AIDS in the Workplace*, par Jem Bendell; n° 13, *Barricades and Boardrooms: A Contemporary History of the Corporate Accountability Movement*, par Jem Bendell; n° 14, *The Political Economy of Corporate Responsibility in Brazil: Social and Environmental Dimensions*, par Paola Cappellin et Gian Mario Giuliani.

Documents portant sur des domaines d'intérêt général de l'Institut : n° 2, *Needs, Rights and Social Development*, par Rodolfo Stavenhagen; n° 3, *Globalization, Liberalization and Equitable Development: Lessons from East Asia*, par Jomo K. S.

Ouvrages : *Communicating in the Information Society*, Bruce Girard et Seán Ó Siochrú, éd., UNRISD, Genève, 2003; *From Unsustainable to Inclusive Cities*, David Westendorff, éd., UNRISD, Genève, 2004; *Development at Risk: Rethinking UN-Business Partnerships*, Ann Zammit, en collaboration avec le Centre du Sud, Genève, 2003; *Welfare States in Transition: National Adaptations in Global Economies*, Gøsta Esping-Andersen, éd., édition japonaise, en collaboration avec Sage Publications, Londres, 2003; *Deforesting Malaysia: The Political Economy and Social Ecology of Agricultural Expansion and Commercial Logging*, Jomo K. S., Chang Y. T. et Khoo K. J., en collaboration avec Zed Books, Londres, 2003; *Le Sénégal à l'heure de l'information : Technologies et société*, Momar-Coumba Diop, éd., en collaboration avec les éditions Karthala, Paris, 2003; *Global Prescriptions: Gendering Health and Human Rights*, Rosalind Pollack Petchesky, en collaboration avec Zed Books, Londres, 2003; *Agrarian Change: Gender and Land Rights*, Shahra Razavi, éd., en collaboration avec Blackwell, Oxford, 2003; *Au cœur des crises nationales au Rwanda et au Burundi : La lutte pour les ressources*, Marc Rwabahungu, en collaboration avec L'Harmattan, Paris, 2004; *Living Longer: Ageing, Development and Social Protection*, Peter Lloyd-Sherlock, éd., en collaboration avec Zed Books, Londres, 2004; *Globalization, Export-Oriented Employment and Social Policy: Gendered Connections*, Shahra Razavi, Ruth Pearson et Caroline Danloy, éd., en collaboration avec Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2004; *Social Policy in a Development Context*, Thandika Mkandawire, éd., en collaboration avec Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2004; *Transforming the Development Welfare State in East Asia*, Huck-Ju Kwon, éd., en collaboration avec Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2004.

Rapport : *Research for Social Change* (UNRISD Fortieth Anniversary Report), UNRISD, Genève, 2003; *Investigación para el desarrollo social* (Informe del cuadragésimo aniversario de UNRISD), UNRISD, Genève, 2004; *Recherches pour le changement social* (Rapport du quarantième anniversaire de l'UNRISD), UNRISD, Genève, 2004.

Conference News : n° 10, *Improving Knowledge on Social Development in International Organizations II*, rapport du séminaire de l'Institut, Prangins (Suisse), 29-30 mai 2002; n° 11, *Viellissement, développement et protection sociale*, rapport de la Conférence internationale de l'Institut, Madrid (Espagne), 8-9 avril 2002; n° 12, *Nécessité de repenser l'économie du développement*, rapport de la Conférence de l'Institut, Cape Town (Afrique du Sud), 7-8 septembre 2001; n° 13, *Corporate Social Responsibility and Development: Towards a New Agenda?*, rapport de la Conférence de l'Institut, Genève, 17-18 novembre 2003; n° 14, *Social Knowledge and International Policy Making: Exploring the Linkages*, rapport de la Conférence de l'Institut, Genève, 20-21 avril 2004.

Bulletin de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social : n° 26, printemps/été 2004.